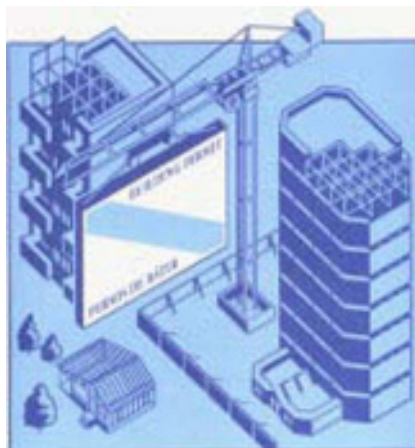




Permis de bâtir

Mars 2002



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9689).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 64-001-XIF au catalogue est publié mensuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 14 \$ CA l'exemplaire et de 145 \$ CA pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 46 \$ CA l'exemplaire et de 225 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste
Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Mars 2002

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2002

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mai 2002

N° 64-001-XIF au catalogue, vol. 46 n° 3
ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuel

Ottawa

This publication is available in English upon request.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- P préliminaire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- **P. Koumanakos**, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- **M. Labonté**, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **É. Saint-Pierre**, Chef d'unité, secteur résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **V. Gaudreault**, Chef d'unité, secteur non-résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **D. Legault**, Programmeur-Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **V. Clarke**, Contrôle de qualité, Section des indicateurs courants de l'investissement

Abréviations géographiques

A.R.	–	Agglomération de recensement	PD	–	Planning District
BOR	–	Borough	PDR	–	Planning District Remainder
C	–	City/Cité	RCR	–	Rural County Remainder
C.A.	–	Census Agglomeration	RGM	–	Regional Municipality
CC	–	Chartered Community	R.M.R.	–	Région métropolitaine de recensement
CDR	–	Census Division Remainder	RDR	–	Regional District Remainder
CM	–	County (Municipality)	RM	–	Rural Municipality
C.M.A.	–	Census Metropolitan Area	RV	–	Resort Village
COM	–	Community	SA	–	Special Area
CR	–	County Remainder	S–E	–	Indian Settlement/Établissement indien
CT	–	Canton	SCM	–	Subdivision of County Municipality
CU	–	Cantons-Unis	SD	–	Sans désignation
DM	–	District (Municipality)	SET	–	Settlement
HAM	–	Hamlet	SM	–	Specialize Municipality
ID	–	Improvement District	SRD	–	Subdivision of Regional District
IGD	–	Indian Government District	SUN	–	Subdivision of Unorganized District
LGD	–	Local Government District	SV	–	Summer Village
LOT	–	Lot and Royalty	T	–	Town
M	–	Municipalité	T.N.O.	–	Territoires du Nord-Ouest
MD	–	Municipal District	TP	–	Township
NH	–	Northern Hamlet	UCR	–	Urban County Remainder
NT	–	Northern Town	UNO	–	Unorganized/Non organisé
NV	–	Northern Village	V	–	Ville
N.W.T.	–	NorthWest Territories	VC	–	Village Cri
P	–	Paroisse	VL	–	Village
PAR	–	Parish	VN	–	Village Nordique

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2001 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à:

Statistique Canada
 Division de l'investissement et du stock de capital
 Section des indicateurs courants de l'investissement
 9 D-2, Édifice Jean Talon
 Tunney's Pasture
 Ottawa, Ontario
 K1A 0T6
 ou en téléphonant au: (613) 951-9689
 bdp_information@statcan.ca

Note concernant CANSIM

Les données qui sont publiées dans Permis de bâtir (n° 64-001-XIF au catalogue) peuvent être obtenues sous forme lisible par machine, de CANSIM (Système Canadien d'information socio-économique). Les utilisateurs voulant obtenir des chiffres par l'intermédiaire de CANSIM peuvent contacter un des centres de consultation de Statistique Canada dont les numéros de téléphone figurent au verso du couvert de cette publication ou en communiquant directement avec la Division du Marketing, Statistique Canada, Immeuble R.H. Coats, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (613) 951-8200.

Table des matières

	Page
Partie I – Analyse	
Faits saillants	v
Aperçu mensuel	v
Graphiques	vii
Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)	
1. Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires (périodes courantes)	1
2. Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	1
3. Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	2
4. Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel (périodes courantes)	2
5. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	3
6. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	5
Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)	
7. Unités de logement, provinces et territoires (périodes courantes)	8
8. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	10
9. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	11
10. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	12
11. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	14
12. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	15
13. Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires (périodes courantes)	16
Partie IV – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir – Qualité des données, concepts et méthodologie	
Qualité des données, concepts et méthodologie	17
Sources de données et méthodologie	17
Concepts et variables observées	18
Exactitude des données	20
Comparabilité des données et sources connexes	20
Produits et services connexes	20
Formulaire d'enquête	21

Partie I – Analyse

Faits saillants

La demande phénoménale de logements neufs au Canada n'a subi qu'une légère baisse en mars, les constructeurs continuant de prendre de façon effrénée des permis de construction résidentielle.

La valeur des permis de construction de logements délivrés aux entrepreneurs en mars a atteint 2,4 milliards de dollars, en baisse de 1,2 % par rapport à février, alors qu'on avait enregistré une valeur inégalée à ce chapitre. Les permis de construction de logements unifamiliaux ont représenté les trois quarts du total.

Au premier trimestre de 2002, la valeur des permis de construction de logements s'est fixée à 7,2 milliards de dollars, en hausse de 30,0 % par rapport au premier trimestre de 2001. Presque 53 000 nouveaux logements ont été autorisés de janvier à mars, ce qui représente le niveau trimestriel le plus élevé depuis le premier trimestre de 1990.

La valeur des permis de construction, qui représente un indicateur avancé de l'activité de construction, annonce un été d'activité intense pour les constructeurs d'habitations. Le marché du logement a été très prospère au Canada dans le sillage de la faiblesse des taux hypothécaires, de la confiance élevée des consommateurs et de la rareté des logements existants sur le marché de la location ou de la revente.

Par contre, le secteur non résidentiel affichait toujours une tendance à la baisse. Sous l'effet d'une chute importante du nombre de permis de construction industrielle, la valeur des permis de construction non résidentielle a reculé de 2,1 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars en mars, soit son plus faible niveau depuis avril 2000. Il s'agit du troisième repli de ce secteur au cours des quatre derniers mois.

Les municipalités ont délivré des permis de construction pour une valeur totale de 3,7 milliards de dollars, en baisse de 1,5 % comparativement à février. Malgré cette diminution, ce niveau demeure tout de même supérieur de 11,0 % à la moyenne mensuelle observée en 2001.

Les municipalités ont émis des permis pour une valeur totale de 11,2 milliards de dollars au premier trimestre, en hausse de 11,2 % par rapport à la même période en 2001. La progression marquée enregistrée dans le secteur résidentiel contraste avec la diminution de 11,7 % observée au chapitre des permis de construction non résidentielle.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 350 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

À l'échelon régional, les régions métropolitaines de recensement d'Edmonton et de Calgary ont affiché les plus fortes hausses (en dollars) en 2002, traduisant principalement les intentions de construction de logements. À l'exception d'Ottawa, qui a enregistré un niveau inégalé en 2001, toutes les régions métropolitaines de recensement ont affiché une hausse de la valeur des permis de construction résidentielle depuis le début de 2002.

Un été d'activité soutenue s'annonce pour les constructeurs d'habitations dans la plupart des provinces

En mars, les permis de construction de logements unifamiliaux délivrés aux entrepreneurs ont représenté une valeur totale de 1,8 milliard de dollars, en baisse de 0,6 % par rapport à février. Malgré ce léger repli, le niveau des intentions de construction de logements unifamiliaux est tout de même demeuré supérieur de 34,3 % à la moyenne mensuelle observée en 2001.

La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a chuté de 2,9 % en mars pour s'établir à 615 millions de dollars.

Après avoir atteint un sommet en février, la valeur des permis de construction de logements en Alberta a diminué de 9,6 % pour se fixer à 381 millions de dollars. Il s'agit de la plus forte baisse en dollars absolus enregistrée parmi

l'ensemble des provinces. Par contre, la valeur des permis de construction de logements au Québec a atteint, en mars, son niveau le plus élevé en 15 ans. Cette province a aussi affiché la plus forte progression, soit 4,8 % ou une valeur totale de 462 millions de dollars.

De janvier à mars, les dix provinces ont enregistré des hausses supérieures à 10 % dans le secteur de la construction résidentielle par rapport à la même période en 2001. Les plus fortes augmentations (en dollars) ont été observées en Alberta (+56,4 %) et au Québec (+45,7 %).

Fléchissements dans les secteurs industriel et institutionnel

La valeur des permis de construction dans le secteur non résidentiel s'est repliée dans la foulée d'une forte diminution des projets industriels et d'un fléchissement plus léger de la composante institutionnelle.

La valeur des permis des projets industriels a régressé de 35,7 % pour s'établir à 197 millions de dollars, en grande partie en raison d'une diminution dans la catégorie des services publics et des transports. Cette baisse a fait suite à deux fortes augmentations mensuelles. L'Ontario a accusé le plus net recul (-62,7 %, valeur totale de 73 millions de dollars), après avoir connu une fulgurante progression en février.

Les intentions de construction institutionnelle ont reculé de 6,5 % pour se fixer à 375 millions de dollars. Il s'agit d'un troisième repli mensuel d'affilée, la chute des projets de construction d'établissements de services sociaux ayant plus que neutralisé la progression dans les projets de construction d'établissements d'enseignement. Ces trois diminutions mensuelles font suite à la vigoureuse performance des six derniers mois de 2001. Le Manitoba a accusé la plus forte baisse après avoir connu deux progressions importantes.

Les permis de construction commerciale émis par les municipalités ont représenté une valeur totale de 695 millions de dollars. Cette hausse de 18,4 % est attribuable à une forte progression des permis dans la catégorie des hôtels et des restaurants ainsi que des immeubles à bureaux.

Cette croissance est survenue à la suite d'un important recul enregistré en février. L'Ontario a affiché la plus forte progression.

À l'échelon provincial, le Manitoba a enregistré le plus important repli net mensuel (-54,3 %, valeur totale de 31 millions de dollars). Toutefois, il convient de garder cette diminution en perspective puisqu'un permis de construction d'hôpital a été émis en février. L'Alberta a connu la plus forte augmentation (+25,5 %, valeur totale de 195 millions de dollars), qui est attribuable à des projets dans la catégorie des hôtels et des restaurants.

Au premier trimestre de 2002, les intentions de construction non résidentielle ont atteint 4,0 milliards de dollars, en baisse de 11,7 % par rapport à la même période en 2001. Ce recul s'explique par des fléchissements dans les composantes industrielle et commerciale. La valeur des permis de construction industrielle s'est élevée à 752 millions de dollars, en baisse de 28,9 %, tandis que les intentions de construction commerciale ont reculé de 19,0 % pour se fixer à 2,1 milliards de dollars. Seule la composante institutionnelle a dépassé le niveau qu'elle affichait à la même période en 2001, en hausse de 28,6 % pour atteindre une valeur totale de 1,2 milliard de dollars.

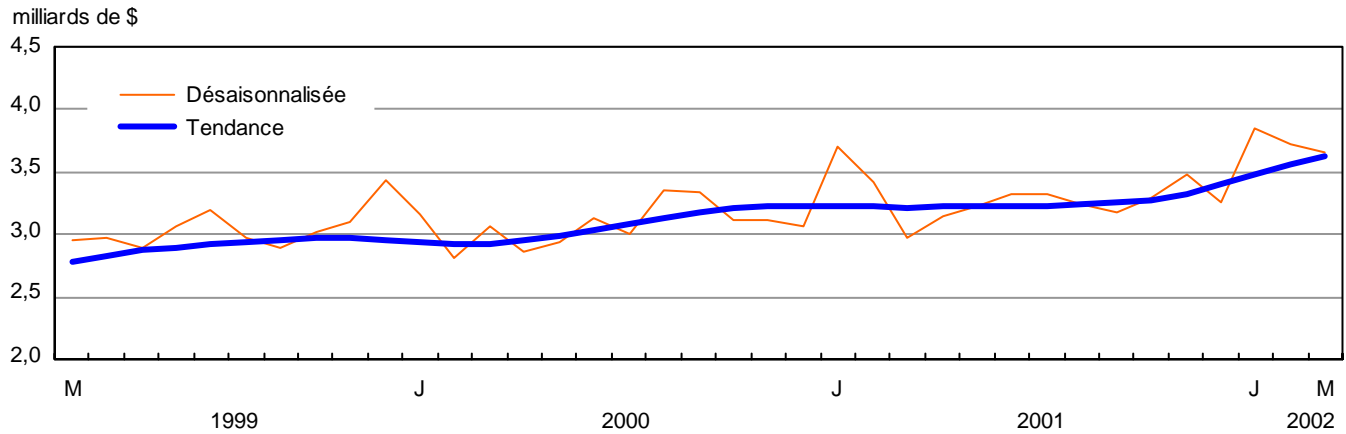
La tendance à la baisse qui se poursuit dans le secteur non résidentiel est conforme à certains indicateurs. La diminution des taux d'utilisation de la capacité industrielle et des bénéfices d'exploitation des sociétés en 2001 a pu malmener ce secteur.

Parmi les 28 régions métropolitaines de recensement, 16 ont affiché un recul depuis le début de 2002. La plus forte baisse est survenue dans la région de Toronto, à la suite d'un fléchissement des intentions de construction d'immeubles à bureaux.

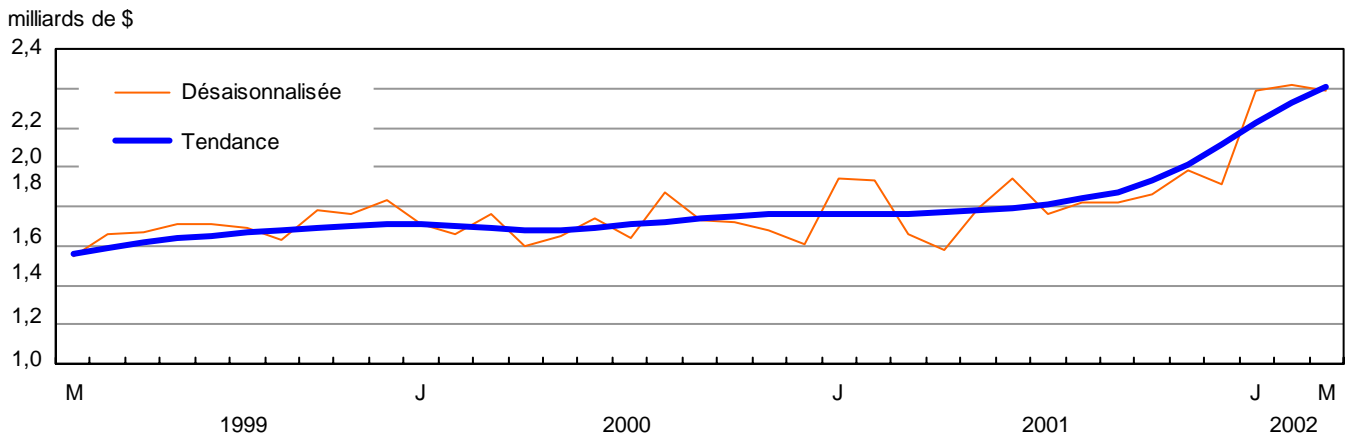
À l'échelon provincial, le Manitoba a enregistré la plus forte augmentation depuis le début de 2002 (+59,1 %, valeur totale de 131 millions de dollars). Le repli le plus marqué est survenu au Québec (-19,5 %, valeur totale de 900 millions de dollars), en raison de diminutions observées dans les trois composantes à Montréal.

Permis de bâtir - Canada

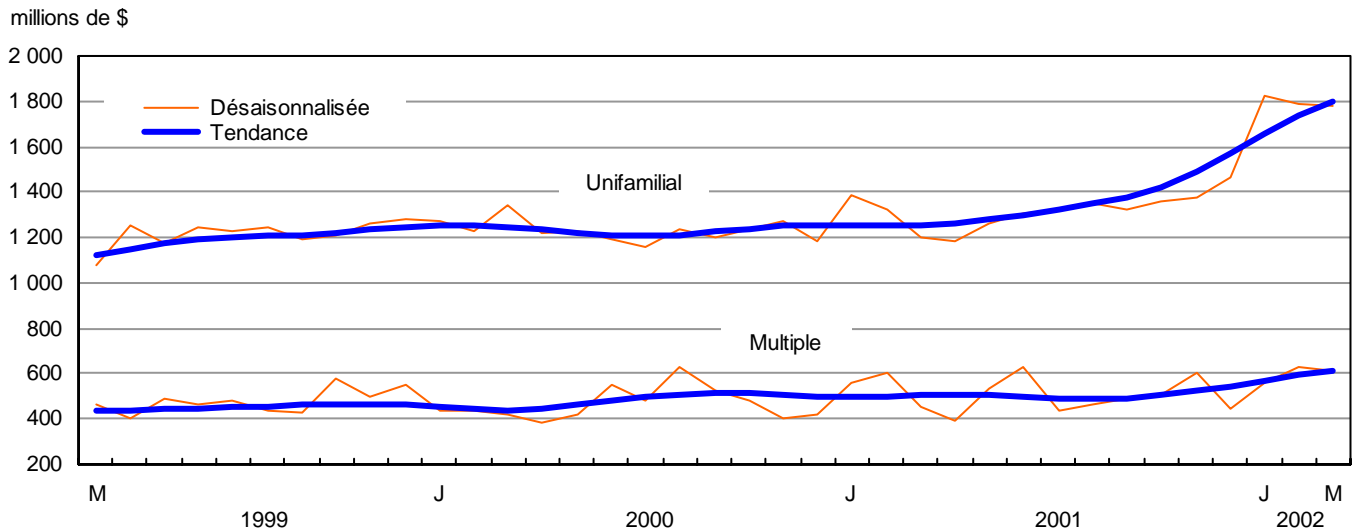
Valeur totale des permis de bâtir



Valeur résidentielle - total

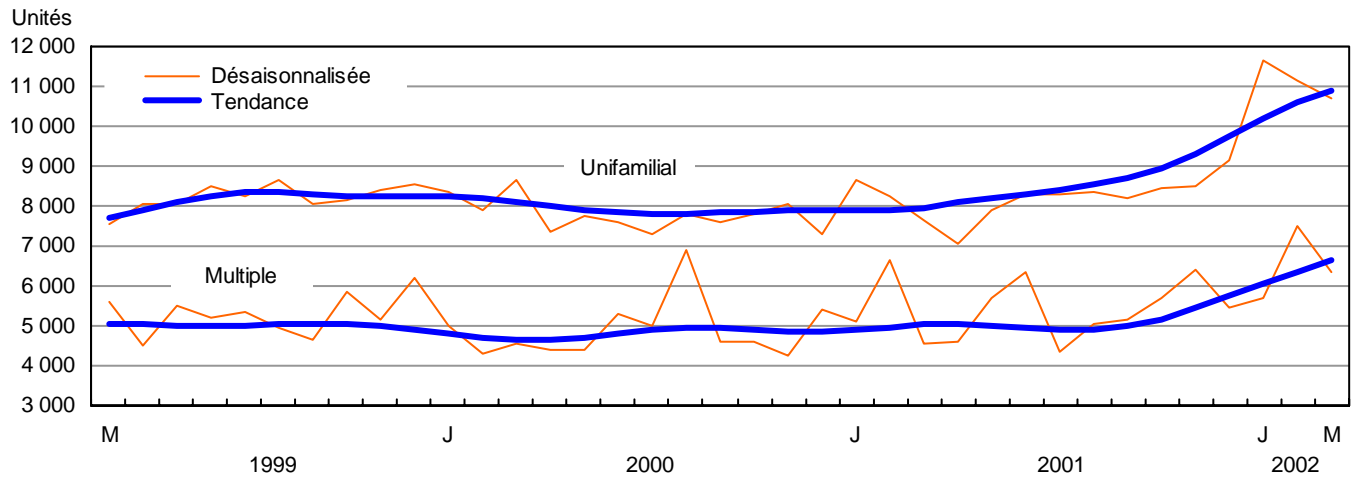


Valeur résidentielle - unifamilial et multiple

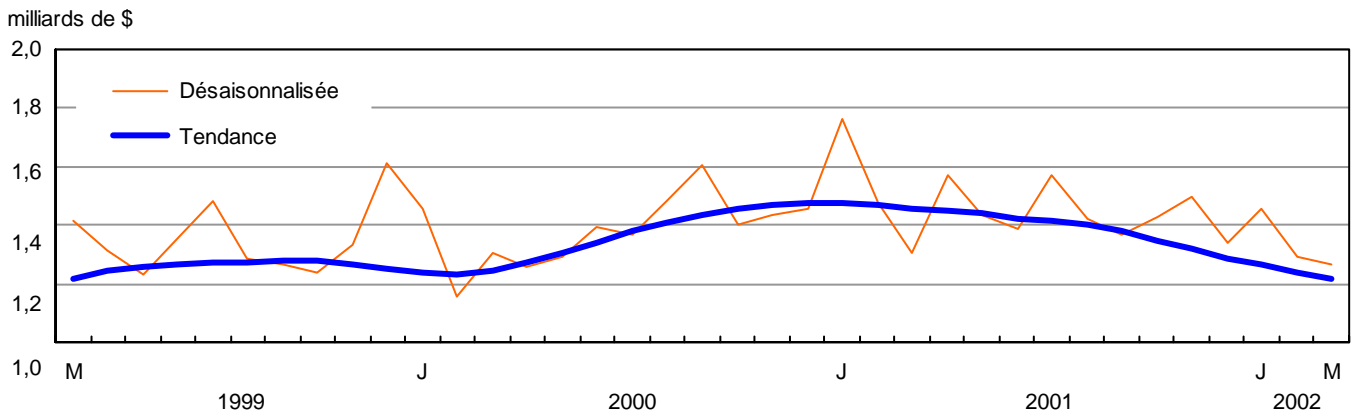


Permis de bâtir - Canada

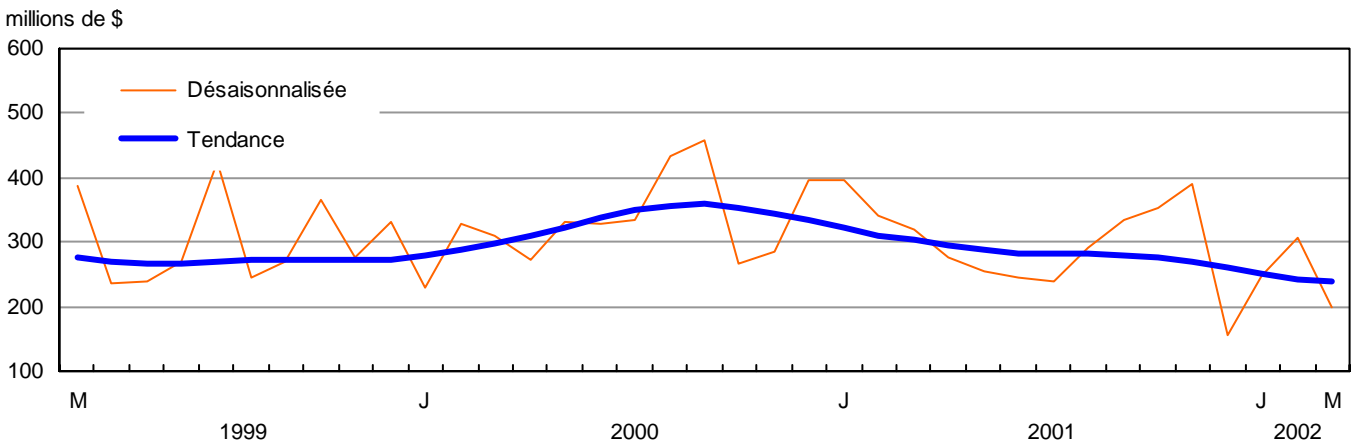
Nombre d'unités de logement - unifamilial et multiple



Valeur non résidentielle - total



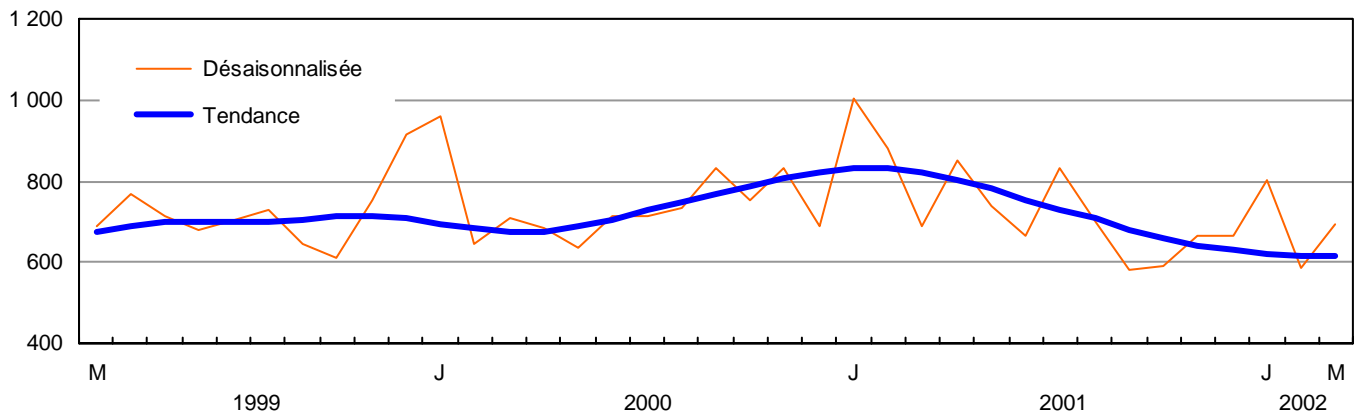
Valeur industrielle



Permis de bâtir - Canada

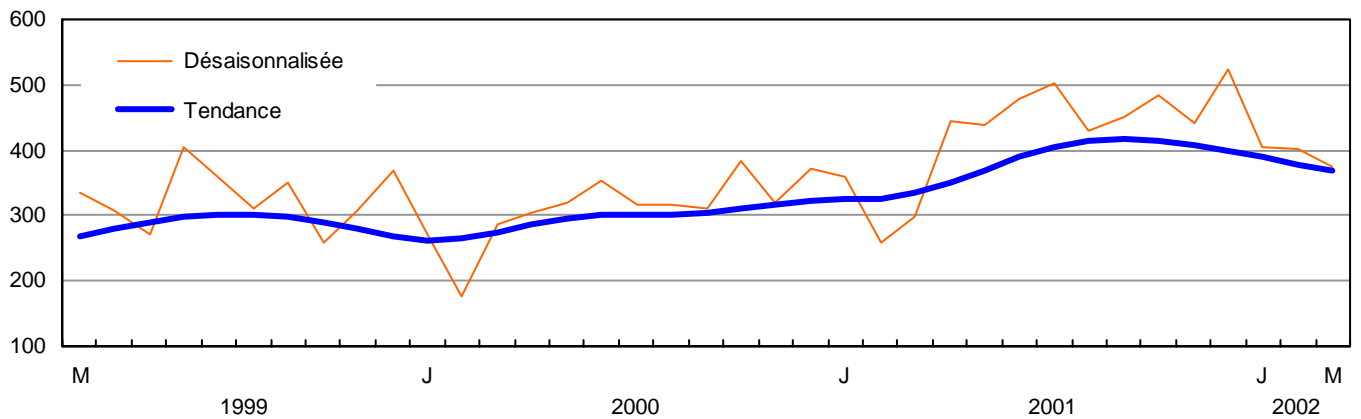
Valeur commerciale

millions de \$



Valeur institutionnelle et gouvernementale

millions de \$



PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)

Tableau 1

Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002		Mars - Fév.	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 659 791	3 715 534	-1,5	-3,2	18,0	-6,3	5,5	3,5
Terre-Neuve-et-Labrador	26 471	24 200	9,4	17,5	-9,0	-9,5	7,9	13,0
Île-du-Prince-Édouard	12 616	6 079	107,5	-24,7	-44,1	24,2	-24,6	-44,9
Nouvelle-Écosse	61 910	70 813	-12,6	-4,4	-10,0	78,3	4,1	-22,2
Nouveau-Brunswick	53 919	54 727	-1,5	19,2	11,3	5,3	-35,3	18,7
Québec	721 166	692 693	4,1	-15,7	16,8	2,5	6,7	15,5
Ontario	1 645 212	1 652 415	-0,4	-3,8	23,1	-11,3	8,1	5,6
Manitoba	64 685	101 497	-36,3	43,4	20,6	-15,6	-0,3	32,1
Saskatchewan	41 820	74 955	-44,2	23,0	65,1	-52,2	20,1	14,7
Alberta	575 512	576 446	-0,2	1,1	6,1	-16,4	39,6	-12,8
Colombie-Britannique	454 152	458 926	-1,0	4,8	22,3	21,1	-33,1	1,6
Yukon	1 536	1 609	-4,5	-13,8	8,3	-42,3	108,3	-44,4
Territoires du Nord-Ouest	334	1 065	-68,6	-89,1	515,5	-59,0	-68,2	2,6
Nunavut	458	109	320,2	...	-100,0	-97,4	-67,4	-59,3

Tableau 2

Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002		Mars - Fév.	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	1 267 468	1 295 063	-2,1	-10,9	8,3	-10,3	4,6	4,7
Terre-Neuve-et-Labrador	7 238	8 581	-15,7	108,0	65,3	-60,3	11,1	-34,3
Île-du-Prince-Édouard	2 144	605	254,4	-76,0	-75,7	64,9	-32,2	-59,5
Nouvelle-Écosse	13 857	16 665	-16,8	-3,0	-13,1	149,5	-46,1	-21,8
Nouveau-Brunswick	10 221	8 062	26,8	-42,6	-10,3	45,9	-71,3	56,6
Québec	259 238	251 917	2,9	-35,2	17,6	-2,9	3,8	23,7
Ontario	602 645	618 407	-2,5	2,9	-0,1	-2,5	1,1	15,6
Manitoba	30 693	67 128	-54,3	100,0	14,1	-14,7	-7,4	22,7
Saskatchewan	22 943	56 843	-59,6	54,6	93,3	-65,9	12,5	52,2
Alberta	194 784	155 176	25,5	-19,4	-12,2	-29,4	69,9	-17,0
Colombie-Britannique	123 472	111 002	11,2	-27,4	66,6	-10,5	-30,1	-29,2
Yukon	111	161	-31,1	-58,6	-30,7	-68,9	134,9	-41,9
Territoires du Nord-Ouest	122	516	-76,4	-94,7	700,9	-7,3	-79,0	-8,1
Nunavut	0	0	...	...	...	-100,0	-60,0	1 127,8

Tableau 3

Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002		Mars - Fév.	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 392 323	2 420 471	-1,2	1,4	24,8	-3,4	6,1	2,6
Terre-Neuve-et-Labrador	19 233	15 619	23,1	-5,2	-18,2	7,5	6,9	47,2
Île-du-Prince-Édouard	10 472	5 474	91,3	-1,4	35,8	-23,6	-13,0	20,8
Nouvelle-Écosse	48 053	54 148	-11,3	-4,8	-9,0	63,5	28,9	-22,5
Nouveau-Brunswick	43 698	46 665	-6,4	46,5	24,6	-10,0	22,8	-14,7
Québec	461 928	440 776	4,8	1,8	16,0	7,8	9,7	7,9
Ontario	1 042 567	1 034 008	0,8	-7,4	40,7	-17,0	13,1	-0,7
Manitoba	33 992	34 369	-1,1	-7,6	27,1	-16,5	7,7	44,8
Saskatchewan	18 877	18 112	4,2	-25,1	35,2	-17,0	45,5	-37,1
Alberta	380 728	421 270	-9,6	11,5	18,7	-4,3	19,7	-9,8
Colombie-Britannique	330 680	347 924	-5,0	22,1	7,0	37,8	-34,6	29,5
Yukon	1 425	1 448	-1,6	-2,0	27,1	-2,0	77,7	-47,0
Territoires du Nord-Ouest	212	549	-61,4	503,3	-76,1	-85,2	-56,9	16,8
Nunavut	458	109	320,2	...	-100,0	-91,2	-77,2	-82,2

Tableau 4

Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

Province/territoire	2002		Mars - Fév.	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.
	Mars ^p	Février ^r						
	unités		variation en pourcentage					
Canada	204 480	223 704	-8,6	7,7	18,3	-2,1	5,7	5,7
Terre-Neuve-et-Labrador	2 340	1 512	54,8	-18,2	-4,3	1,9	9,0	34,3
Île-du-Prince-Édouard	1 008	612	64,7	-40,0	37,1	10,7	-16,4	34,0
Nouvelle-Écosse	4 212	4 956	-15,0	-19,5	-14,1	75,1	27,2	-18,3
Nouveau-Brunswick	6 816	5 544	22,9	61,0	25,9	-27,6	52,2	-30,3
Québec	40 452	42 216	-4,2	4,6	22,3	-0,8	11,4	1,2
Ontario	82 800	85 908	-3,6	2,2	21,1	-15,8	21,2	2,1
Manitoba	2 664	2 820	-5,5	-15,5	47,9	-10,5	-24,5	64,5
Saskatchewan	1 944	2 004	-3,0	-37,9	56,4	-17,7	85,0	-52,9
Alberta	41 280	47 856	-13,7	11,8	15,8	7,6	10,6	-5,3
Colombie-Britannique	20 748	30 024	-30,9	41,4	11,5	42,5	-49,8	62,9
Yukon	108	108	0,0	0,0	125,0	-69,2	160,0	-50,0
Territoires du Nord-Ouest	84	144	-41,7	50,0	-33,3	-29,4	-77,9	63,8
Nunavut	24	0	...	...	...	...	-100,0	-84,6

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliiales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Canada									
Février ^f	11 131	7 511	18 642	2 420 471	307 003	587 064	400 996	1 295 063	3 715 534
Mars ^p	10 683	6 357	17 040	2 392 323	197 291	695 280	374 897	1 267 468	3 659 791
Cumulatif janv. - mars 2002	33 446	19 545	52 991	7 198 856	752 222	2 084 280	1 179 568	4 016 070	11 214 926
Cumulatif janv. - mars 2001	24 534	16 321	40 855	5 538 633	1 058 674	2 574 484	917 254	4 550 412	10 089 045
Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^f	103	23	126	15 619	961	6 879	741	8 581	24 200
Mars ^p	117	78	195	19 233	610	6 628	0	7 238	26 471
Cumulatif janv. - mars 2002	369	106	475	51 327	2 438	15 802	1 704	19 944	71 271
Cumulatif janv. - mars 2001	289	29	318	38 636	15	14 824	1 126	15 965	54 601
Île-du-Prince-Édouard									
Février ^f	51	0	51	5 474	90	415	100	605	6 079
Mars ^p	70	14	84	10 472	677	1 042	425	2 144	12 616
Cumulatif janv. - mars 2002	176	44	220	21 498	964	3 781	525	5 270	26 768
Cumulatif janv. - mars 2001	138	6	144	13 224	172	8 284	841	9 297	22 521
Nouvelle-Écosse									
Février ^f	322	91	413	54 148	1 155	14 996	514	16 665	70 813
Mars ^p	303	48	351	48 053	1 718	10 732	1 407	13 857	61 910
Cumulatif janv. - mars 2002	992	285	1 277	159 100	4 474	38 942	4 290	47 706	206 806
Cumulatif janv. - mars 2001	630	54	684	93 110	8 334	34 733	5 469	48 536	141 646
Nouveau-Brunswick									
Février ^f	260	202	462	46 665	1 470	5 922	670	8 062	54 727
Mars ^p	307	261	568	43 698	472	8 926	823	10 221	53 919
Cumulatif janv. - mars 2002	823	494	1 317	122 211	2 953	27 067	2 311	32 331	154 542
Cumulatif janv. - mars 2001	482	176	658	64 404	8 540	26 074	6 237	40 851	105 255
Québec									
Février ^f	2 045	1 473	3 518	440 776	65 192	120 018	66 707	251 917	692 693
Mars ^p	1 940	1 431	3 371	461 928	62 558	129 298	67 382	259 238	721 166
Cumulatif janv. - mars 2002	5 929	4 322	10 251	1 335 744	212 280	503 225	184 677	900 182	2 235 926
Cumulatif janv. - mars 2001	3 876	2 872	6 748	916 864	317 680	627 794	172 747	1 118 221	2 035 085
Ontario									
Février ^f	4 419	2 740	7 159	1 034 008	195 469	212 374	210 564	618 407	1 652 415
Mars ^p	4 328	2 572	6 900	1 042 567	72 914	307 136	222 595	602 645	1 645 212
Cumulatif janv. - mars 2002	13 801	7 266	21 067	3 193 151	348 089	746 383	727 368	1 821 840	5 014 991
Cumulatif janv. - mars 2001	11 528	8 542	20 070	2 833 641	479 438	1 011 765	494 294	1 985 497	4 819 138
Manitoba									
Février ^f	231	4	235	34 369	3 666	22 358	41 104	67 128	101 497
Mars ^p	195	27	222	33 992	15 427	13 539	1 727	30 693	64 685
Cumulatif janv. - mars 2002	682	53	735	105 562	23 760	59 779	47 845	131 384	236 946
Cumulatif janv. - mars 2001	559	33	592	80 989	16 351	58 764	7 479	82 594	163 583
Saskatchewan									
Février ^f	111	56	167	18 112	1 354	22 725	32 764	56 843	74 955
Mars ^p	127	35	162	18 877	595	21 332	1 016	22 943	41 820
Cumulatif janv. - mars 2002	355	243	598	61 171	3 685	67 972	44 887	116 544	177 715
Cumulatif janv. - mars 2001	378	42	420	50 182	19 401	63 822	32 900	116 123	166 305

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliiales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Alberta									
Février ^f	2 581	1 407	3 988	421 270	26 993	109 172	19 011	155 176	576 446
Mars ^p	2 349	1 091	3 440	380 728	30 141	130 338	34 305	194 784	575 512
Cumulatif janv. - mars 2002	7 402	3 592	10 994	1 179 762	118 563	356 468	67 410	542 441	1 722 203
Cumulatif janv. - mars 2001	4 698	2 692	7 390	754 324	127 169	361 156	77 244	565 569	1 319 893
Colombie-Britannique									
Février ^f	987	1 515	2 502	347 924	10 653	71 623	28 726	111 002	458 926
Mars ^p	931	798	1 729	330 680	12 179	66 119	45 174	123 472	454 152
Cumulatif janv. - mars 2002	2 863	3 138	6 001	963 560	34 618	263 764	89 040	387 422	1 350 982
Cumulatif janv. - mars 2001	1 900	1 874	3 774	685 097	80 325	362 675	118 665	561 665	1 246 762
Yukon									
Février ^f	9	0	9	1 448	0	66	95	161	1 609
Mars ^p	7	2	9	1 425	0	68	43	111	1 536
Cumulatif janv. - mars 2002	25	2	27	4 351	75	422	164	661	5 012
Cumulatif janv. - mars 2001	48	1	49	5 793	34	2 972	221	3 227	9 020
Territoires du Nord-Ouest									
Février ^f	12	0	12	549	0	516	0	516	1 065
Mars ^p	7	0	7	212	0	122	0	122	334
Cumulatif janv. - mars 2002	27	0	27	852	323	675	9 347	10 345	11 197
Cumulatif janv. - mars 2001	0	0	0	937	1 215	1 621	31	2 867	3 804
Nunavut									
Février ^f	0	0	0	109	0	0	0	0	109
Mars ^p	2	0	2	458	0	0	0	0	458
Cumulatif janv. - mars 2002	2	0	2	567	0	0	0	0	567
Cumulatif janv. - mars 2001	8	0	8	1 432	0	0	0	0	1 432

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique									
Février ^r	69	113	182	15 837	1 195	81	2 231	3 507	19 344
Mars ^p	65	0	65	8 663	2 751	2 767	521	6 039	14 702
Cumulatif janv. - mars 2002	185	113	298	31 933	4 977	3 807	3 422	12 206	44 139
Cumulatif janv. - mars 2001	91	0	91	14 006	12 687	6 636	11 506	30 829	44 835
Calgary, Alberta									
Février ^r	936	300	1 236	150 419	6 325	52 720	3 224	62 269	212 688
Mars ^p	952	421	1 373	172 312	5 120	36 544	8 969	50 633	222 945
Cumulatif janv. - mars 2002	2 800	917	3 717	468 576	13 201	126 263	19 588	159 052	627 628
Cumulatif janv. - mars 2001	1 826	871	2 697	318 656	27 985	147 176	19 191	194 352	513 008
Chicoutimi-Jonquière, Québec									
Février ^r	11	5	16	2 192	51	1 844	1 914	3 809	6 001
Mars ^p	15	7	22	3 443	131	3 299	10 266	13 696	17 139
Cumulatif janv. - mars 2002	44	36	80	10 312	256	5 767	12 196	18 219	28 531
Cumulatif janv. - mars 2001	36	31	67	8 540	4 937	18 215	19 273	42 425	50 965
Edmonton, Alberta									
Février ^r	565	213	778	79 668	15 709	17 591	7 133	40 433	120 101
Mars ^p	652	489	1 141	110 778	617	20 579	3 606	24 802	135 580
Cumulatif janv. - mars 2002	1 782	1 204	2 986	288 561	60 061	70 557	14 954	145 572	434 133
Cumulatif janv. - mars 2001	1 106	641	1 747	164 093	18 206	88 608	32 212	139 026	303 119
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Février ^r	162	63	225	32 208	304	6 818	350	7 472	39 680
Mars ^p	148	41	189	28 028	10	2 026	70	2 106	30 134
Cumulatif janv. - mars 2002	494	226	720	95 691	314	13 048	1 240	14 602	110 293
Cumulatif janv. - mars 2001	284	34	318	47 954	1 119	10 616	82	11 817	59 771
Hamilton, Ontario									
Février ^r	162	384	546	54 376	44 618	9 867	10 031	64 516	118 892
Mars ^p	167	113	280	41 861	5 551	55 164	27 666	88 381	130 242
Cumulatif janv. - mars 2002	557	611	1 168	146 356	51 493	76 836	46 224	174 553	320 909
Cumulatif janv. - mars 2001	462	460	922	114 386	21 569	41 460	49 854	112 883	227 269
Hull, Québec									
Février ^r	64	56	120	16 165	889	3 997	5 310	10 196	26 361
Mars ^p	109	94	203	23 638	62	1 510	6 428	8 000	31 638
Cumulatif janv. - mars 2002	246	209	455	54 390	951	48 585	12 302	61 838	116 228
Cumulatif janv. - mars 2001	183	59	242	34 718	4 631	63 813	4 559	73 003	107 721
Kingston, Ontario									
Février ^r	62	0	62	8 629	262	974	107	1 343	9 972
Mars ^p	49	6	55	7 110	80	435	127	642	7 752
Cumulatif janv. - mars 2002	141	6	147	19 320	708	4 266	7 729	12 703	32 023
Cumulatif janv. - mars 2001	94	55	149	19 273	1 134	11 712	3 327	16 173	35 446
Kitchener, Ontario									
Février ^r	273	104	377	52 932	14 071	33 319	4 918	52 308	105 240
Mars ^p	255	86	341	48 824	12 417	8 966	5 616	26 999	75 823
Cumulatif janv. - mars 2002	810	233	1 043	146 674	28 004	54 988	22 658	105 650	252 324
Cumulatif janv. - mars 2001	495	142	637	87 535	15 059	47 340	9 734	72 133	159 668
London, Ontario									
Février ^r	157	32	189	26 506	528	1 653	20 147	22 328	48 834
Mars ^p	150	32	182	26 634	709	16 359	2 069	19 137	45 771
Cumulatif janv. - mars 2002	496	95	591	81 459	2 658	22 737	46 406	71 801	153 260
Cumulatif janv. - mars 2001	300	90	390	51 085	11 389	33 379	49 018	93 786	144 871

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002 – suite

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Montréal, Québec									
Février ^r	994	927	1 921	236 295	40 026	59 697	13 894	113 617	349 912
Mars ^p	917	873	1 790	244 757	28 785	87 197	13 751	129 733	374 490
Cumulatif janv. - mars 2002	2 901	2 715	5 616	733 916	101 694	324 185	42 837	468 716	1 202 632
Cumulatif janv. - mars 2001	1 880	1 931	3 811	504 246	197 158	367 143	62 852	627 153	1 131 399
Oshawa, Ontario									
Février ^r	343	127	470	63 402	615	3 452	737	4 804	68 206
Mars ^p	211	31	242	39 019	3 157	4 412	1 325	8 894	47 913
Cumulatif janv. - mars 2002	716	164	880	127 923	4 344	11 322	9 058	24 724	152 647
Cumulatif janv. - mars 2001	495	201	696	91 723	16 549	8 043	5 538	30 130	121 853
Ottawa, Ontario									
Février ^r	340	428	768	87 474	464	15 621	28 350	44 435	131 909
Mars ^p	306	289	595	77 672	797	9 747	16 349	26 893	104 565
Cumulatif janv. - mars 2002	844	911	1 755	217 377	1 995	47 333	46 046	95 374	312 751
Cumulatif janv. - mars 2001	1 240	601	1 841	234 167	50 313	161 660	18 273	230 246	464 413
Québec, Québec									
Février ^r	209	162	371	41 846	827	7 161	3 860	11 848	53 694
Mars ^p	248	161	409	47 819	1 743	12 464	9 452	23 659	71 478
Cumulatif janv. - mars 2002	614	371	985	115 538	3 340	25 347	14 437	43 124	158 662
Cumulatif janv. - mars 2001	380	353	733	96 552	12 856	43 080	23 366	79 302	175 854
Regina, Saskatchewan									
Février ^r	27	36	63	4 860	437	4 660	32	5 129	9 989
Mars ^p	36	30	66	6 823	32	899	147	1 078	7 901
Cumulatif janv. - mars 2002	104	66	170	17 866	846	14 841	419	16 106	33 972
Cumulatif janv. - mars 2001	100	2	102	11 747	2 841	16 529	9 306	28 676	40 423
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Février ^r	36	0	36	5 050	1 200	128	0	1 328	6 378
Mars ^p	36	0	36	4 841	66	1 505	5	1 576	6 417
Cumulatif janv. - mars 2002	120	6	126	15 778	1 266	3 538	6	4 810	20 588
Cumulatif janv. - mars 2001	59	2	61	7 730	718	4 894	2 211	7 823	15 553
Saskatoon, Saskatchewan									
Février ^r	56	20	76	9 336	506	9 951	27 870	38 327	47 663
Mars ^p	60	0	60	7 698	52	10 596	728	11 376	19 074
Cumulatif janv. - mars 2002	161	166	327	31 137	1 226	28 551	30 045	59 822	90 959
Cumulatif janv. - mars 2001	146	27	173	19 016	15 614	21 370	10 921	47 905	66 921
Sherbrooke, Québec									
Février ^r	33	43	76	9 178	1 288	1 533	16 922	19 743	28 921
Mars ^p	60	63	123	12 684	109	1 623	3 667	5 399	18 083
Cumulatif janv. - mars 2002	131	150	281	29 778	1 609	4 205	27 027	32 841	62 619
Cumulatif janv. - mars 2001	93	59	152	17 750	2 556	12 736	1 315	16 607	34 357
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Février ^r	60	28	88	13 912	1 285	10 041	4 746	16 072	29 984
Mars ^p	70	8	78	14 037	1 778	85 258	1 138	88 174	102 211
Cumulatif janv. - mars 2002	202	50	252	40 806	5 569	108 051	14 513	128 133	168 939
Cumulatif janv. - mars 2001	162	72	234	32 719	5 946	44 115	4 911	54 972	87 691
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^r	60	23	83	10 583	956	3 534	683	5 173	15 756
Mars ^p	80	78	158	15 009	595	3 616	0	4 211	19 220
Cumulatif janv. - mars 2002	255	106	361	38 645	2 178	8 208	1 645	12 031	50 676
Cumulatif janv. - mars 2001	188	28	216	24 758	1	7 794	1 085	8 880	33 638

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Sudbury, Ontario									
Février ^r	9	0	9	1 886	2	1 465	532	1 999	3 885
Mars ^p	10	0	10	1 711	37	2 159	1 323	3 519	5 230
Cumulatif janv. - mars 2002	25	0	25	4 671	39	4 406	1 895	6 340	11 011
Cumulatif janv. - mars 2001	22	0	22	3 942	333	4 653	3 689	8 675	12 617
Thunder Bay, Ontario									
Février ^r	5	2	7	925	0	331	45 757	46 088	47 013
Mars ^p	10	29	39	5 217	275	287	20 938	21 500	26 717
Cumulatif janv. - mars 2002	16	34	50	6 784	1 456	1 020	70 101	72 577	79 361
Cumulatif janv. - mars 2001	12	0	12	2 691	4 322	7 758	9 416	21 496	24 187
Toronto, Ontario									
Février ^r	1 585	963	2 548	441 823	35 663	60 015	45 831	141 509	583 332
Mars ^p	1 601	1 817	3 418	515 581	23 578	61 581	64 239	149 398	664 979
Cumulatif janv. - mars 2002	5 749	3 949	9 698	1 597 867	77 381	189 612	214 305	481 298	2 079 165
Cumulatif janv. - mars 2001	5 068	5 933	11 001	1 579 978	191 950	496 074	209 146	897 170	2 477 148
Trois-Rivières, Québec									
Février ^r	17	4	21	3 355	339	1 487	0	1 826	5 181
Mars ^p	18	6	24	4 272	10 182	1 184	89	11 455	15 727
Cumulatif janv. - mars 2002	43	48	91	14 542	10 749	3 280	4 001	18 030	32 572
Cumulatif janv. - mars 2001	39	16	55	8 844	2 227	5 443	3 628	11 298	20 142
Vancouver, Colombie-Britannique									
Février ^r	436	1 026	1 462	224 953	6 919	33 603	13 586	54 108	279 061
Mars ^p	436	648	1 084	235 118	5 179	46 691	10 891	62 761	297 879
Cumulatif janv. - mars 2002	1 271	1 800	3 071	576 833	18 801	153 627	29 360	201 788	778 621
Cumulatif janv. - mars 2001	790	1 299	2 089	437 439	40 668	200 627	57 205	298 500	735 939
Victoria, Colombie-Britannique									
Février ^r	85	174	259	32 564	1 527	10 835	5 557	17 919	50 483
Mars ^p	76	55	131	20 473	605	3 887	20 703	25 195	45 668
Cumulatif janv. - mars 2002	258	250	508	70 665	3 058	22 874	28 127	54 059	124 724
Cumulatif janv. - mars 2001	149	77	226	41 981	12 084	27 432	11 170	50 686	92 667
Windsor, Ontario									
Février ^r	140	41	181	29 925	14 887	29 914	11 393	56 194	86 119
Mars ^p	167	14	181	31 993	1 378	12 694	14 209	28 281	60 274
Cumulatif janv. - mars 2002	423	71	494	83 418	17 582	58 321	29 611	105 514	188 932
Cumulatif janv. - mars 2001	362	77	439	65 594	12 920	31 711	15 285	59 916	125 510
Winnipeg, Manitoba									
Février ^r	127	0	127	19 084	1 751	17 649	2 135	21 535	40 619
Mars ^p	109	0	109	19 632	1 701	12 059	1 118	14 878	34 510
Cumulatif janv. - mars 2002	373	0	373	58 759	5 481	45 727	6 834	58 042	116 801
Cumulatif janv. - mars 2001	324	21	345	48 544	6 722	46 443	5 155	58 320	106 864

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doublets	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Canada							
Février ^f	7 559	17	596	991	2 575	706	12 444
Mars ^p	11 357	29	1 104	1 628	4 410	439	18 967
Cumulatif janv. - mars 2002	25 390	62	2 471	3 602	9 064	1 307	41 896
Cumulatif janv. - mars 2001	18 726	57	2 759	3 014	7 404	761	32 721
Terre-Neuve-et-Labrador							
Février ^f	21	0	2	0	6	0	29
Mars ^p	84	0	0	0	60	3	147
Cumulatif janv. - mars 2002	133	1	2	0	68	3	207
Cumulatif janv. - mars 2001	84	0	10	0	0	6	100
Île-du-Prince-Édouard							
Février ^f	12	1	0	0	0	0	13
Mars ^p	43	3	5	0	0	0	51
Cumulatif janv. - mars 2002	68	4	5	0	6	0	83
Cumulatif janv. - mars 2001	35	10	2	0	0	0	47
Nouvelle-Écosse							
Février ^f	155	5	0	0	69	3	232
Mars ^p	250	6	0	0	44	2	302
Cumulatif janv. - mars 2002	569	13	0	9	227	11	829
Cumulatif janv. - mars 2001	363	13	3	0	31	6	416
Nouveau-Brunswick							
Février ^f	57	0	0	0	35	4	96
Mars ^p	163	2	3	0	27	35	230
Cumulatif janv. - mars 2002	272	3	3	6	64	40	388
Cumulatif janv. - mars 2001	141	4	0	0	32	9	186
Québec							
Février ^f	1 611	4	119	40	847	204	2 825
Mars ^p	2 783	6	208	68	1 476	281	4 822
Cumulatif janv. - mars 2002	5 192	14	394	154	2 797	558	9 109
Cumulatif janv. - mars 2001	3 415	8	225	45	1 966	223	5 882
Ontario							
Février ^f	2 976	1	303	583	480	313	4 656
Mars ^p	4 534	6	572	1 241	1 435	89	7 877
Cumulatif janv. - mars 2002	10 596	8	1 446	2 581	2 271	449	17 351
Cumulatif janv. - mars 2001	8 916	6	2 242	2 301	2 725	391	16 581
Manitoba							
Février ^f	133	0	0	0	4	2	139
Mars ^p	185	1	0	0	27	0	213
Cumulatif janv. - mars 2002	416	2	0	0	40	15	473
Cumulatif janv. - mars 2001	353	1	3	0	30	1	388

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Saskatchewan							
Février ^f	61	0	14	0	42	0	117
Mars ^p	111	0	2	0	33	0	146
Cumulatif janv. - mars 2002	212	1	19	0	224	0	456
Cumulatif janv. - mars 2001	219	1	4	8	30	0	262
Alberta							
Février ^f	1 789	6	106	143	511	27	2 582
Mars ^p	2 280	2	286	186	582	4	3 340
Cumulatif janv. - mars 2002	5 621	10	493	379	1 832	31	8 366
Cumulatif janv. - mars 2001	3 641	11	240	352	1 298	55	5 597
Colombie-Britannique							
Février ^f	740	0	52	225	581	153	1 751
Mars ^p	920	3	27	133	726	24	1 833
Cumulatif janv. - mars 2002	2 301	6	108	473	1 535	199	4 622
Cumulatif janv. - mars 2001	1 540	3	30	308	1 292	69	3 242
Yukon							
Février ^f	1	0	0	0	0	0	1
Mars ^p	1	0	1	0	0	1	3
Cumulatif janv. - mars 2002	3	0	1	0	0	1	5
Cumulatif janv. - mars 2001	11	0	0	0	0	1	12
Territoires du Nord-Ouest							
Février ^f	3	0	0	0	0	0	3
Mars ^p	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. - mars 2002	5	0	0	0	0	0	5
Cumulatif janv. - mars 2001	0	0	0	0	0	0	0
Nunavut							
Février ^f	0	0	0	0	0	0	0
Mars ^p	2	0	0	0	0	0	2
Cumulatif janv. - mars 2002	2	0	0	0	0	0	2
Cumulatif janv. - mars 2001	8	0	0	0	0	0	8

Tableau 8

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, mars 2002

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						Logements, total
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar-tements	Transfor-mations	
Abbotsford, Colombie-Britannique	63	0	0	0	0	0	63
Calgary, Alberta	949	0	87	133	184	0	1 353
Chicoutimi-Jonquière, Québec	23	0	2	0	1	7	33
Edmonton, Alberta	649	0	161	19	287	3	1 119
Halifax, Nouvelle-Écosse	147	0	0	0	41	0	188
Hamilton, Ontario	193	0	9	93	47	0	342
Hull, Québec	166	0	29	7	97	1	300
Kingston, Ontario	57	0	8	0	0	0	65
Kitchener, Ontario	294	0	19	32	4	60	409
London, Ontario	174	0	3	38	0	1	216
Montréal, Québec	1 396	0	112	46	875	211	2 640
Oshawa, Ontario	245	0	27	12	0	2	286
Ottawa, Ontario	355	0	43	330	1	8	737
Québec, Québec	376	0	24	4	178	26	608
Regina, Saskatchewan	33	0	0	0	30	0	63
Saint John, Nouveau-Brunswick	33	0	0	0	0	0	33
Saskatoon, Saskatchewan	56	0	0	0	0	0	56
Sherbrooke, Québec	92	0	10	0	78	2	182
St. Catharines-Niagara, Ontario	81	0	4	7	0	0	92
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	71	0	0	0	60	0	131
Sudbury, Ontario	12	0	0	0	0	0	12
Thunder Bay, Ontario	12	0	0	0	38	0	50
Toronto, Ontario	1 855	0	415	642	1 333	8	4 253
Trois-Rivières, Québec	28	0	2	0	4	2	36
Vancouver, Colombie-Britannique	418	0	18	117	597	19	1 169
Victoria, Colombie-Britannique	69	3	3	5	54	3	137
Windsor, Ontario	192	1	12	7	0	0	212
Winnipeg, Manitoba	115	0	0	0	0	0	115

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, janvier – mars 2002

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Abbotsford, Colombie-Britannique	159	0	0	18	59	0	236
Calgary, Alberta	2 403	0	128	293	414	2	3 240
Chicoutimi-Jonquière, Québec	41	1	5	0	5	16	68
Edmonton, Alberta	1 538	0	288	35	812	25	2 698
Halifax, Nouvelle-Écosse	351	0	0	9	216	1	577
Hamilton, Ontario	477	0	22	233	53	204	989
Hull, Québec	263	0	85	14	107	5	474
Kingston, Ontario	126	0	8	0	0	0	134
Kitchener, Ontario	702	0	41	80	32	72	927
London, Ontario	427	0	6	80	5	3	521
Montréal, Québec	2 820	0	180	95	1 814	391	5 300
Oshawa, Ontario	624	0	42	56	0	32	754
Ottawa, Ontario	757	0	63	638	125	27	1 610
Québec, Québec	647	0	27	26	287	54	1 041
Regina, Saskatchewan	68	0	0	0	66	0	134
Saint John, Nouveau-Brunswick	56	0	0	6	0	0	62
Saskatoon, Saskatchewan	113	0	17	0	149	0	279
Sherbrooke, Québec	142	0	14	0	132	2	290
St. Catharines-Niagara, Ontario	178	0	16	20	4	3	221
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	114	0	2	0	68	0	184
Sudbury, Ontario	23	0	0	0	0	0	23
Thunder Bay, Ontario	17	0	0	0	38	4	59
Toronto, Ontario	4 865	0	1 095	1 282	1 788	14	9 044
Trois-Rivières, Québec	47	0	2	4	15	10	78
Vancouver, Colombie-Britannique	1 083	0	72	360	1 130	50	2 695
Victoria, Colombie-Britannique	212	5	3	29	64	114	427
Windsor, Ontario	381	1	36	21	4	1	444
Winnipeg, Manitoba	278	0	0	0	0	2	280

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Canada					
Février ^f	1 569 656	202 973	389 924	319 465	2 482 018
Mars ^p	2 489 838	168 826	601 736	371 502	3 631 902
Cumulatif janv. - mars 2002	5 454 851	542 024	1 478 679	1 044 163	8 519 717
Cumulatif janv. - mars 2001	4 291 440	813 773	1 929 181	831 685	7 866 079
Terre-Neuve-et-Labrador					
Février ^f	3 349	961	2 815	741	7 866
Mars ^p	15 180	610	2 900	0	18 690
Cumulatif janv. - mars 2002	21 696	2 438	6 821	1 704	32 659
Cumulatif janv. - mars 2001	11 593	15	7 074	1 126	19 808
Île-du-Prince-Édouard					
Février ^f	1 468	90	415	100	2 073
Mars ^p	5 814	677	1 042	425	7 958
Cumulatif janv. - mars 2002	9 166	964	3 781	525	14 436
Cumulatif janv. - mars 2001	4 442	172	8 284	841	13 739
Nouvelle-Écosse					
Février ^f	25 774	736	10 698	514	37 722
Mars ^p	38 729	1 118	8 319	1 407	49 573
Cumulatif janv. - mars 2002	94 684	2 623	26 537	4 290	128 134
Cumulatif janv. - mars 2001	53 223	5 601	24 657	5 469	88 950
Nouveau-Brunswick					
Février ^f	9 960	1 470	5 922	670	18 022
Mars ^p	22 014	472	8 926	823	32 235
Cumulatif janv. - mars 2002	37 379	2 953	27 067	2 311	69 710
Cumulatif janv. - mars 2001	18 012	8 540	26 074	6 237	58 863
Québec					
Février ^f	309 303	33 519	80 889	37 857	461 568
Mars ^p	565 411	53 098	110 543	59 956	789 008
Cumulatif janv. - mars 2002	1 062 076	127 808	322 890	118 426	1 631 200
Cumulatif janv. - mars 2001	702 035	210 837	427 395	107 221	1 447 488
Ontario					
Février ^f	659 293	126 347	140 201	161 552	1 087 393
Mars ^p	1 114 443	57 723	261 088	217 409	1 650 663
Cumulatif janv. - mars 2002	2 486 718	232 983	549 594	658 924	3 928 219
Cumulatif janv. - mars 2001	2 250 485	359 193	776 571	461 889	3 848 138
Manitoba					
Février ^f	17 911	3 666	15 398	41 104	78 079
Mars ^p	32 268	15 427	9 098	1 727	58 520
Cumulatif janv. - mars 2002	64 994	23 760	44 312	47 845	180 911
Cumulatif janv. - mars 2001	50 778	16 351	40 614	7 479	115 222
Saskatchewan					
Février ^f	10 884	1 354	10 487	32 764	55 489
Mars ^p	15 952	595	17 402	1 016	34 965
Cumulatif janv. - mars 2002	41 810	3 685	43 016	44 887	133 398
Cumulatif janv. - mars 2001	29 166	19 401	41 078	32 900	122 545

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Alberta					
Février ^f	280 421	26 993	68 928	15 342	391 684
Mars ^p	366 206	30 141	110 845	43 522	550 714
Cumulatif janv. - mars 2002	901 974	118 563	261 285	66 700	1 348 522
Cumulatif janv. - mars 2001	593 224	127 169	298 878	89 606	1 108 877
Colombie-Britannique					
Février ^f	250 363	7 837	53 589	28 726	340 515
Mars ^p	312 675	8 965	71 383	45 174	438 197
Cumulatif janv. - mars 2002	731 931	25 849	192 279	89 040	1 039 099
Cumulatif janv. - mars 2001	574 726	65 245	273 963	118 665	1 032 599
Yukon					
Février ^f	272	0	66	95	433
Mars ^p	476	0	68	43	587
Cumulatif janv. - mars 2002	1 004	75	422	164	1 665
Cumulatif janv. - mars 2001	1 387	34	2 972	221	4 614
Territoires du Nord-Ouest					
Février ^f	549	0	516	0	1 065
Mars ^p	212	0	122	0	334
Cumulatif janv. - mars 2002	852	323	675	9 347	11 197
Cumulatif janv. - mars 2001	937	1 215	1 621	31	3 804
Nunavut					
Février ^f	109	0	0	0	109
Mars ^p	458	0	0	0	458
Cumulatif janv. - mars 2002	567	0	0	0	567
Cumulatif janv. - mars 2001	1 432	0	0	0	1 432

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, mars 2002

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	8 304	1 715	3 051	521	13 591
Calgary, Alberta	166 762	5 120	36 580	15 543	224 005
Chicoutimi-Jonquière, Québec	4 438	100	2 792	9 263	16 593
Edmonton, Alberta	105 802	617	20 600	6 249	133 268
Halifax, Nouvelle-Écosse	23 950	10	2 026	70	26 056
Hamilton, Ontario	48 073	4 041	47 414	26 970	126 498
Hull, Québec	30 786	47	1 278	5 800	37 911
Kingston, Ontario	7 729	58	374	124	8 285
Kitchener, Ontario	54 523	9 039	7 706	5 475	76 743
London, Ontario	29 493	516	14 061	2 017	46 087
Montréal, Québec	319 859	21 992	73 798	12 408	428 057
Oshawa, Ontario	42 728	2 298	3 792	1 292	50 110
Ottawa, Ontario	91 236	580	8 378	15 938	116 132
Québec, Québec	62 210	1 332	10 549	8 529	82 620
Regina, Saskatchewan	6 241	32	842	147	7 262
Saint John, Nouveau-Brunswick	4 154	66	1 505	5	5 730
Saskatoon, Saskatchewan	6 568	52	9 925	728	17 273
Sherbrooke, Québec	16 531	83	1 374	3 309	21 297
St. Catharines-Niagara, Ontario	15 336	1 294	73 281	1 109	91 020
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	13 514	595	1 965	0	16 074
Sudbury, Ontario	1 840	27	1 856	1 290	5 013
Thunder Bay, Ontario	6 610	200	247	20 412	27 469
Toronto, Ontario	602 868	17 164	52 930	62 624	735 586
Trois-Rivières, Québec	5 514	7 779	1 002	80	14 375
Vancouver, Colombie-Britannique	218 116	3 229	51 491	10 891	283 727
Victoria, Colombie-Britannique	19 354	377	4 287	20 703	44 721
Windsor, Ontario	34 758	1 003	10 911	13 852	60 524
Winnipeg, Manitoba	19 957	1 701	7 941	1 118	30 717

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, janvier – mars 2002

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	25 866	3 266	3 658	3 422	36 212
Calgary, Alberta	399 518	13 201	98 837	21 034	532 590
Chicoutimi-Jonquière, Québec	8 478	186	4 608	10 571	23 843
Edmonton, Alberta	250 058	60 061	57 795	12 798	380 712
Halifax, Nouvelle-Écosse	64 132	314	13 048	1 240	78 734
Hamilton, Ontario	121 743	41 027	61 880	44 452	269 102
Hull, Québec	50 812	572	27 338	9 695	88 417
Kingston, Ontario	16 451	550	2 906	8 503	28 410
Kitchener, Ontario	123 972	21 547	38 834	22 834	207 187
London, Ontario	68 471	2 034	18 277	44 943	133 725
Montréal, Québec	633 181	70 428	215 870	29 609	949 088
Oshawa, Ontario	105 894	3 234	8 414	9 624	127 166
Ottawa, Ontario	190 844	1 518	33 417	40 171	265 950
Québec, Québec	107 620	2 401	19 349	11 726	141 096
Regina, Saskatchewan	13 369	846	9 131	419	23 765
Saint John, Nouveau-Brunswick	7 456	1 266	3 538	6	12 266
Saskatoon, Saskatchewan	23 588	1 226	19 579	30 045	74 438
Sherbrooke, Québec	27 708	1 003	3 164	18 094	49 969
St. Catharines-Niagara, Ontario	34 317	4 256	88 484	14 463	141 520
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	19 256	2 178	4 756	1 645	27 835
Sudbury, Ontario	3 951	29	3 370	1 761	9 111
Thunder Bay, Ontario	7 736	1 108	736	60 888	70 468
Toronto, Ontario	1 376 856	59 856	138 446	214 718	1 789 876
Trois-Rivières, Québec	12 023	8 151	2 522	2 079	24 775
Vancouver, Colombie-Britannique	483 008	12 710	121 468	29 360	646 546
Victoria, Colombie-Britannique	57 892	2 091	18 170	28 127	106 280
Windsor, Ontario	71 339	14 016	41 669	27 428	154 452
Winnipeg, Manitoba	42 745	5 481	34 805	6 834	89 865

Tableau 13

Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, mars 2002

Genre de bâtiment	Canada	T.-N.-Lab.	Î.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T.N.-O.	Nunavut
milliers de dollars														
Non résidentiel, total	1 142 064	3 510	2 144	10 844	10 221	223 597	536 220	26 252	19 013	184 508	125 522	111	122	0
Industriel	168 826	610	677	1 118	472	53 098	57 723	15 427	595	30 141	8 965	0	0	0
Usines, fabriques	104 428	300	650	0	285	39 447	29 470	13 200	0	19 015	2 061	0	0	0
Transports, services	7 701	295	0	0	0	350	1 255	0	0	5 301	500	0	0	0
Mines et agriculture	16 604	0	0	475	0	2 849	10 507	330	500	500	1 443	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	40 093	15	27	643	187	10 452	16 491	1 897	95	5 325	4 961	0	0	0
Commercial	601 736	2 900	1 042	8 319	8 926	110 543	261 088	9 098	17 402	110 845	71 383	68	122	0
Commerces et services	103 343	1 500	0	4 174	1 364	28 055	32 435	300	8 835	19 579	7 101	0	0	0
Entrepôts	58 677	0	0	0	0	4 250	23 028	0	2 025	7 643	21 731	0	0	0
Postes d'essence	12 674	0	0	0	0	4 786	2 694	0	0	630	4 564	0	0	0
Edifices à bureaux	130 007	0	0	0	500	17 681	75 466	3 053	4 216	17 852	11 239	0	0	0
Loisirs	38 711	0	0	400	0	0	30 201	900	650	660	5 900	0	0	0
Hôtels, restaurants	113 751	750	400	0	0	2 490	57 633	1 558	0	46 530	4 390	0	0	0
Laboratoires	37 867	0	0	0	3 950	25 267	8 200	0	0	450	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	106 706	650	642	3 745	3 112	28 014	31 431	3 287	1 676	17 501	16 458	68	122	0
Institutionnel et gouvernemental	371 502	0	425	1 407	823	59 956	217 409	1 727	1 016	43 522	45 174	43	0	0
Écoles, éducation	129 345	0	0	521	340	15 550	70 948	0	400	27 025	14 561	0	0	0
Hôpitaux, médical	94 305	0	425	0	360	15 171	57 861	0	0	653	19 835	0	0	0
Bien-être, foyers	86 777	0	0	0	0	19 259	49 312	0	0	10 695	7 511	0	0	0
Églises, religion	11 945	0	0	0	0	1 250	7 871	1 243	0	1 101	480	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	30 915	0	0	0	0	4 029	24 386	0	0	2 500	0	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	18 215	0	0	886	123	4 697	7 031	484	616	1 548	2 787	43	0	0

¹ Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à \$250,000 pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Partie IV – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir – Qualité des données, concepts et méthodologie

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale :

L'enquête sur les permis de bâtir couvre 2,350 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95% de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5% de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête «Logements mis en chantier et parachevés». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

A leur réception au bureau centrale de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5%.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions :

Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage :

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs :

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation :

Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes: matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants: construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant « Dépenses en immobilisations par type d'actif » (no 61-223 au catalogue) et « Investissements privés et publics » (no 61-205 au catalogue) .

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants: la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la valeur des permis émis soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants: résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle. Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants: les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle. Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale. Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple: les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale. Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale. Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile. Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet. Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée. Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée. Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements. Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que: les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation. Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classifier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-un (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 1996. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les vingt-sept (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 1996 définisse Ottawa-Hull comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 1996. On compte cent dix-huit (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 1996. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles: les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur

tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2001, 99,5% des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement ((613) 951-6556 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Ces dernières sont maintenant disponibles sur disquette. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010, 026-0015.

Produits et services connexes

Publications connexes choisies

Catalogue

62-202 Les habitudes de dépenses au Canada

75-202 Le revenu au Canada

61-205 Investissements privés et publics au Canada, perspective

61-206 Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée



Building and demolition permits

Monthly Report

Permis de construction et de démolition

Rapport mensuel



1		<i>If necessary, please update corresponding information – Si nécessaire, veuillez mettre à jour les renseignements correspondants</i>	
2		Reporting Entity Name – Nom de l'entité rapportante	
3		Municipal Status (if applicable) – Statut municipal (s'il y a lieu)	
4		Address – Adresse	
5		6	
City – Ville		Postal Code – Code postal	
7		Contact Name – Nom du contact	
8		Contact Title – Titre du contact	
9		Language of Preference – Langue de préférence	
		1 <input type="checkbox"/> English 2 <input type="checkbox"/> Français	
10		Telephone Number – Numéro de téléphone	

General Information	Renseignements généraux
Confidential when completed.	Confidentiel une fois rempli.
The collection of this information is authorized by the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19.	La collecte de cette information est autorisée par la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19.
To avoid duplication of enquiry and to provide consistent statistics, this survey is being conducted under cooperative agreements, made in accordance with the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19 under Section 11 for the exchange of information with: the Manitoba Bureau of Statistics, the Saskatchewan Bureau of Statistics and the British Columbia Central Statistics Bureau for respondents in each of the respective provinces; and under Section 12 for joint collection and sharing information with: the Northwest Territories Bureau of Statistics and the Canada Mortgage and Housing Corporation.	Afin d'éviter tout chevauchement des enquêtes et de fournir des statistiques uniformes, Statistique Canada mène cette enquête aux termes d'accords conjoints conclus en vertu de l'article 11 de la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19 pour l'échange de renseignements avec: le «Manitoba Bureau of Statistics», le «Saskatchewan Bureau of Statistics» et le «British Columbia Central Statistics Bureau» pour les répondants de ces différentes provinces; et en vertu de l'article 12 pour le rassemblement conjoint et l'échange de renseignements avec: le «Northwest Territories Bureau of Statistics» et la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
Agreements coming under Section 12 of the Canada Statistics Act shall not apply to any respondent who give notice in writing to the Chief Statistician that he/she objects to the sharing of the information.	Les accords aux termes de l'article 12 de la Loi sur la statistique ne s'appliquent pas aux répondants qui s'opposent à l'échange de renseignements dans une lettre jointe au questionnaire dûment rempli et adressé au statisticien en chef du Canada.
Results of this survey will enable Statistics Canada to estimate residential and non-residential construction activity at various geographical level. The latter are published monthly in Catalogue 64-001, Building Permits.	Les résultats de cette enquête permettront à Statistique Canada d'estimer l'activité de la construction résidentielle et non résidentielle à différents niveaux géographiques. Ces derniers sont publiés mensuellement dans Permis de bâtir, n° 64-001 au catalogue.
PLEASE REFER TO THE SURVEY REPORTING GUIDE AND SELF CODING GUIDE WHEN COMPLETING YOUR REPORT. If you require additional copies of these guides please contact us at 1-888-404-3339.	VEUILLEZ CONSULTER LE GUIDE DE DÉCLARATION DE L'ENQUÊTE ET LE GUIDE POUR AUTOCODAGE POUR REMPLIR VOTRE RAPPORT. Si vous avez besoin des copies supplémentaires, veuillez communiquer au 1-888-404-3339.

11	Coverage Profile Update	Mise à jour du profil de couverture
Is the geographical coverage of this monthly report different from that of your last report due to a change in boundaries, level of administration, etc.		Est-ce que la couverture géographique de ce rapport mensuel est différente de celle de votre rapport précédent dû à un changement de frontières, du niveau d'administration, etc.
1 <input type="checkbox"/> Yes Oui		2 <input type="checkbox"/> No Non

12	Reporting Period – Période visée	13	Stock Requirements – Besoins de fournitures
<i>Please use a separate form for each month being reported.</i> <i>Veillez utiliser un formulaire différent pour chaque mois rapporté.</i>		<i>If forms or return envelopes are required, please check:</i> <i>Si vous avez besoin de formulaires ou d'enveloppes de retour, prière de l'indiquer:</i>	
Year Année		1 <input type="checkbox"/> Forms Formulaires	
Month Mois		2 <input type="checkbox"/> Statistics Canada Return Envelopes Enveloppes de retour Statistique Canada	
		3 <input type="checkbox"/> CMHC Return Envelopes Enveloppes de retour SCHL	

Report Prepared by – Rapport préparé par		14	
Signature:		Nil Report – Rapport nul	
		<i>If no permits were issued during the month, simply check the box below:</i> <i>Si aucun permis n'a été émis durant le mois, cochez simplement la case ci-dessous:</i>	
		1 <input type="checkbox"/> No Permits Aucun permis	
		Statistics Canada Use – Usage Statistique Canada	
Year Année		MP	
Month Mois		T	
Day Jour		Status-État	
		Int I.D. – Id. de l'int.	

Section A: Major Construction Projects – Projets de construction majeurs

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Line No. N° de ligne	Permit No. Numéro du permis	Name and Address of Owner Nom et adresse du propriétaire	Name and Address of Builder Nom et adresse du constructeur	Construction Location Site des travaux	Type of Building Code Code pour type de bâtiment	Type of Work Code Code pour type de travaux	Value of Construction Valeur des travaux \$	Dwelling Units Unités de logement Created Créées Lost Supprimées	Total Building Area Aire totale du bâtiment Check one: Cochez: 1 <input type="checkbox"/> FT ² /PI ² 2 <input type="checkbox"/> M ²	Line No. N° de ligne
01							,000			01
02							,000			02
03							,000			03
04							,000			04
05							,000			05
06							,000			06
07							,000			07
08							,000			08
09							,000			09
10							,000			10
11							,000			11
12							,000			12
13							,000			13
14							,000			14

Section B: Minor Residential Additions and Renovations – Additions et rénovations résidentielles mineures

Permits valued at less than \$50,000 Permis évalués à moins de \$50,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
New garages and carports Garages et abris d'auto neufs	Single dwellings Logements simples	01	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	02	,000	
New inground swimming pools Piscines creusées neuves	Single dwellings Logements simples	03	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	04	,000	
Other improvements Autres améliorations	Single dwellings Logements simples	05	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	06	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		07	,000	

Section C: Minor Non-Residential Projects – Projets non résidentiels mineurs

Permits valued at less than \$250,000 Permis évalués à moins de \$250,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
Industrial Industriel	New construction Construction neuve	08	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	09	,000	
Commercial	New construction Construction neuve	10	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	11	,000	
Institutional and Governmental Institutionnel et gouvernemental	New construction Construction neuves	12	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	13	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		14	,000	

Section D: Residential Demolitions – Démolitions résidentielles

Type of dwelling Type de logement	None Aucune (✓)	Single-detached Maison individuelle	Cottage Chalet	Semi-detached Semi-détaché	Row Rangée	Apartment Appartement
No. of dwelling units demolished Nombre d'unités de logement démolies	1 <input type="checkbox"/>					

Confidentiality

Confidentialité

Statistics Canada is prohibited by law from publishing any statistics which would divulge information obtained from this survey that relates to any identifiable business without the previous written consent of that business. The data reported on this questionnaire will be treated in strict confidence, used for statistical purposes and published in aggregate form only. The confidentiality provisions of the Statistics Act are not affected by either the Access to Information Act or any other legislation.

La loi interdit à Statistique Canada de publier des statistiques recueillies au cours de cette enquête qui permettraient d'identifier une entreprise sans que celle-ci en ait donné l'autorisation par écrit au préalable. Les données déclarées sur ce questionnaire resteront confidentielles. Elles serviront exclusivement à des fins statistiques et elles seront publiées seulement de façons agrégée. Les dispositions de la Loi sur la statistique qui traitent de la confidentialité ne sont modifiées d'aucune façon par la Loi sur l'accès à l'information ou toute autre loi.

General Instructions

Directives générales

Please complete your monthly report in triplicate and send:
 ► one copy to **Statistics Canada** in pre-addressed envelope
 ► one copy to the local office of the **Canada Mortgage and Housing Corporation** in pre-addressed envelope
 ► keep one copy for your files
 Please forward your completed report no later than **10 days after the end of the reporting period.**
 Note: Shaded cells are for Statistics Canada use only.

Veillez remplir votre rapport mensuel en trois exemplaires et:
 ► faire parvenir une copie à **Statistique Canada** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► faire parvenir une copie au bureau régional de la **Société canadienne d'hypothèques et de logement** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► garder une copie pour vos dossiers
 Veuillez remplir et nous faire parvenir votre rapport au plus tard **10 jours après la fin du mois.**
 N.B. Les cases ombrées du formulaire sont strictement réservées à l'usage de Statistique Canada.

Correspondence

Correspondance

► **If you need more forms or return envelopes do ONE ONLY of the following:**
 • Check off the appropriate box(es) in the "**Stock Requirements**" section, page 1, cell 13 of the questionnaire.
 • Telephone us.
 • Send us a FAX.
 • Contact us via "internet e-mail".
 ► **Do you have questions regarding the survey?**
 ► **Do you need help in completing the form?**
 ► **Do you require additional copies of the "Survey Reporting Guide" and/or the "Self Coding Guide"?**
Telephone: 1-888-404-3339 (toll free)
FAX: 1-888-505-8091 (toll free)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

► **Si vous avez besoin d'autres formulaires ou d'enveloppes de retour faites seulement un des suivants.**
 • Cochez le ou les case(s) appropriée(s) à la section "**Besoins de fournitures**", page 1, case 13 du questionnaire.
 • Veuillez nous téléphoner.
 • Veuillez nous faire parvenir un FAX.
 • Veuillez nous faire parvenir un message par "courrier électronique".
 ► **Avez-vous des questions ayant trait à l'enquête?**
 ► **Avez-vous besoin d'aide à compléter le formulaire?**
 ► **Avez-vous besoin des copies supplémentaires du "Guide de déclaration de l'enquête" et/ou le "Guide pour autocodage"?**
Téléphone: 1-888-404-3339 (sans frais)
FAX: 1-888-505-8091 (sans frais)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

If you chose to transmit the questionnaire or information to Statistics Canada by facsimile or internet e-mail communication, please be advised that there could be a risk of disclosure during the communication process. However, upon receipt of your communication, Statistics Canada will provide the guaranteed level of protection afforded to all information collected under the authority of the Statistics Act.

Si vous nous transmettez le questionnaire ou de l'information par télécopieur ou par courrier électronique Statistique Canada tient à vous avertir que la transmission des renseignements peut poser un risque de divulgation. Toutefois, dès la réception du document, Statistique Canada offrira le niveau de protection garanti pour tous les renseignements recueillis aux termes de la Loi sur la statistique.